	Fiche info - titre :	<u>Date :</u> 25/01/2016
	Auteur : Benjamin Louvet Source :	

Pétrole et Moyen-Orient : le dessous des cartes... à travers le prisme pétrolier

[/3 Commentaires/](#) dans [Note de recherche](#) /par [Benjamin Louvet](#)

Note : Ce document n'a pas vocation à être exhaustif, et ne l'est sûrement pas compte tenu de la complexité du sujet. Il a pour seul objectif d'essayer de clarifier, notamment à l'aide de cartes, un certain nombre de points sur la situation géopolitique d'une zone dont l'intérêt stratégique rend la compréhension indispensable.

A l'heure où la guerre se poursuit en Syrie, où la situation n'est toujours pas stabilisée en Irak et où l'Arabie Saoudite et certains pays du conseil des pays du Golfe (Emirats Arabes Unis, Bahrein, Koweït,...) sont en froid avec l'Iran, il n'est pas toujours évident d'y voir clair dans les multiples causes et conséquences des différents conflits qui agitent la région. Petit tour d'horizon des raisons de la colère, de l'héritage du prophète Mahomet aux accords Sykes Picot, et des objectifs de chacun dans la région.

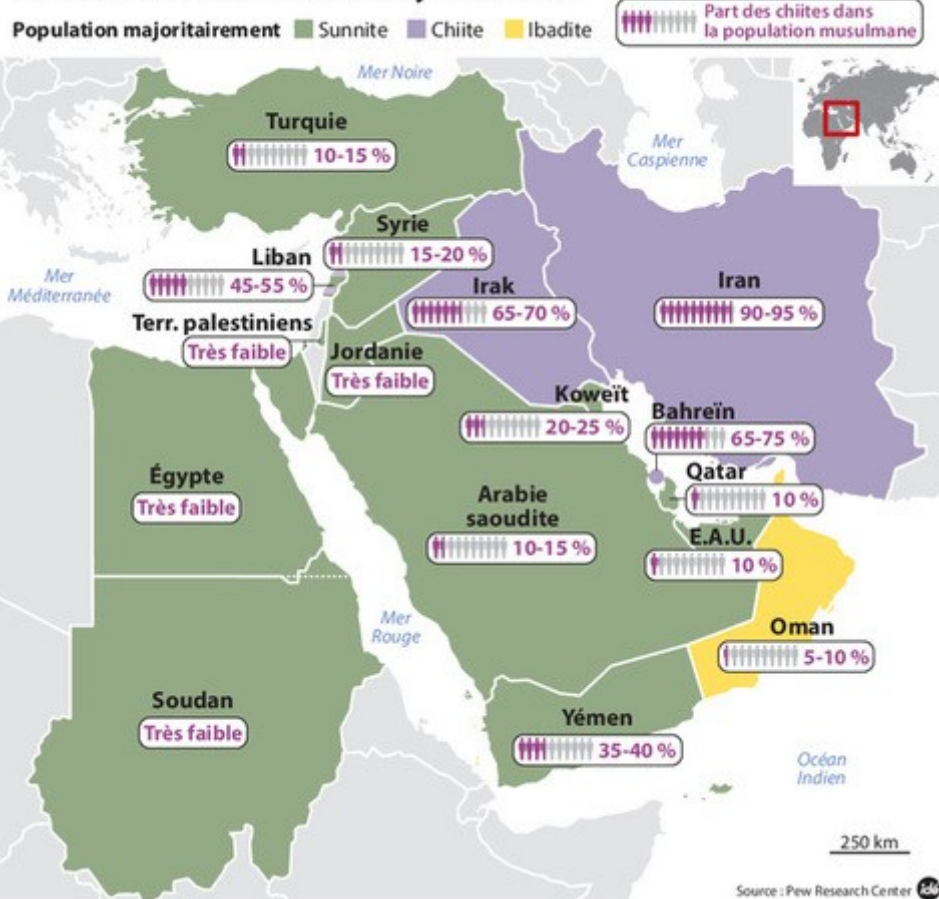
1. La pomme de la discorde : l'héritage de Mahomet

En 632, le prophète Mahomet, fondateur de l'Islam et considéré comme le prophète majeur de cette religion, meurt à Médine. Se pose alors la question de son successeur légitime pour diriger la communauté des croyants. Deux conceptions de l'Islam se font alors face pour désigner le premier calife de l'Islam. La première, celle des futurs sunnites, se base sur un retour aux traditions tribales et souhaite désigner Abou Bakr, fidèle compagnon du prophète. La seconde, basée sur les liens du sang, désigne Ali, gendre et fils spirituel de Mahomet.

C'est finalement Abou Bakr, soutenu par une majorité de musulmans, qui devient le premier calife et est en charge de poursuivre l'œuvre de Mahomet.

Après deux années relativement calmes, la querelle de succession reprend et débouche sur l'assassinat d'Ali en 661. Au terme de cette opposition, une scission fondamentale apparaît au sein de l'Islam entre les chiites (littéralement les « partisans » d'Ali) reconnaissant Ali comme premier successeur de Mahomet et les sunnites, qui ne le considèrent que comme le 4^{ème} calife.

Sunnisme et chiisme au Moyen-Orient



Depuis, ces deux schismes de l'islam n'ont pas réussi à dépasser leur opposition et continuent à se livrer une guerre fratricide, tout comme, en un autre temps, les catholiques et les protestants s'opposaient malgré une religion commune, le christianisme.

Les sunnites sont le mouvement majoritaire de la religion musulmane et représentent environ 85% des musulmans du monde. Et même dans les pays à majorité chiite, le gouvernement a longtemps été sunnite, ce qui n'a fait qu'augmenter les rancœurs entre les deux populations. Il a ainsi fallu attendre la Révolution menée par l'ayatollah Khomeini en 1979 pour voir un gouvernement chiite s'installer en Iran, malgré une population à 90% chiite! C'est sans doute ce qui a poussé Saddam Hussein, dirigeant sunnite d'un Irak à majorité chiite (60% de la population), et Bahreïn (population chiite à 70%), à tenter d'envahir l'Iran en 1980, afin d'éviter un effet de contagion.

Aujourd'hui, on trouve un gouvernement pro-chiite en Iran, en Irak – où ils ont été les plus actifs dans la reconstruction politique du pays, en Azerbaïdjan, en Syrie et au Liban. La Syrie est un cas particulier. Les populations chiite et alaouite (courant proche du chiisme) y sont minoritaires mais dirigent le pays, soutenues par l'Iran qui a toujours représenté un contrepoids dans la lutte contre la menace irakienne.

Le Liban, enfin, compte une minorité chiite dont le poids démographique n'a cessé d'augmenter ces dernières années, ce qui s'est concrétisé par la montée en puissance du Hezbollah et son entrée au gouvernement en 2005. Cela a attisé là aussi l'opposition avec les Sunnites qui, de par le Pacte national de 1943, sont assurés du poste de Premier Ministre.

Ce qu'il faut retenir : Au terme d'un schisme dans la religion musulmane, deux courants s'opposent : les Chiïtes et les Sunnites. Les deux mouvances sont réunies aujourd'hui autour de l'Arabie Saoudite pour les Sunnites et de l'Iran pour les Chiïtes. Le « bloc chiïte » compte l'Azerbaïdjan, l'Iran, l'Irak, la Syrie et le Liban. Les autres pays sont tous proches de l'Arabie Saoudite.

2. Un facteur aggravant : les accords Sykes-Picot

En 1916, à l'issue du premier conflit mondial où elles sont alliées, les deux anciennes grandes puissances coloniales, la France et la Grande Bretagne, réfléchissent à la façon de se partager les ruines de l'Empire ottoman, allié de l'Allemagne. C'est à François Georges Picot pour la France, et à Mark Sykes pour l'Angleterre que revient la tâche de négocier un partage acceptable et qui assure de ne pas voir les revendications russes sur la région se développer.

Cet accord vient compliquer encore un peu plus le conflit historique régionale entre chiites et sunnites, car ce découpage a été avant tout pensé en fonction de critères économiques et, notamment, d'une répartition des ressources pétrolières. Certains évoquent aussi le moyen pour les gouvernements européens de s'assurer de la difficulté pour les pays ainsi créés de garder une unité et être sûrs de les garder sous contrôle en se rendant indispensables au maintien de la stabilité politique.

Les appartenances ethniques et l'histoire des peuples n'ont donc absolument pas été prises en compte. C'est ainsi que les Kurdes ont vu leur population partagée entre la Turquie, la Syrie et l'Irak. Depuis, régulièrement, cette population essaye de se soulever pour revendiquer la création d'un état kurde. On a également vu la ville de Mossoul, située sur de grosses réserves de pétrole, être retirée à la Syrie française pour être finalement rattachée à la Mésopotamie britannique (aujourd'hui l'Irak).

Cela a abouti en 2006 à la proposition d'une nouvelle carte du Moyen-Orient présentée par un militaire américain. On y voit – au-delà d'une Syrie maintenue, à l'époque – apparaître un état kurde indépendant et la création de deux états irakiens, l'un chiite et l'autre sunnite. Les lieux saints de l'Islam aujourd'hui situés en Arabie Saoudite (la Mecque et Médine) sont réunis dans un état indépendant.

La carte du Moyen Orient, selon l'origine des peuples (Source : Armed Forces Journal, 2006)



Ce qu'il faut retenir : Au-delà de la problématique chiite-sunnite, les accords Sykes Picot de 1916, en traçant des frontières à la règle et sans tenir compte de l'histoire des peuples, ont créé d'autres foyers de tension aujourd'hui difficilement gérables.

3. Ce que veulent les Iraniens

Les Iraniens se voient et sont considérés dans la région comme le « grand frère » des populations chiites régionales. Dotés d'une puissante armée, ils interviennent donc régulièrement aux côtés des régimes chiites amis. C'est ainsi que l'on voit actuellement les ennemis d'hier, l'Iran et l'Irak, travailler ensemble. Le gouvernement iranien a en effet proposé à son homologue irakien son aide dans la lutte contre l'Etat Islamique, en entraînant et en armant ses troupes, mais aussi en lui fournissant des missiles et des roquettes (lire [ici](#)).

L'Iran veut asseoir son rôle au sein de la région et assurer un contrepoids à la puissance sunnite représentée par Ryad. Elle entend ainsi étendre son influence, selon les propos du roi Abdallah de Jordanie en 2004, sur un « croissant chiite » allant de l'Iran au Liban, en passant par l'Irak et la Syrie (lire [ici](#)).

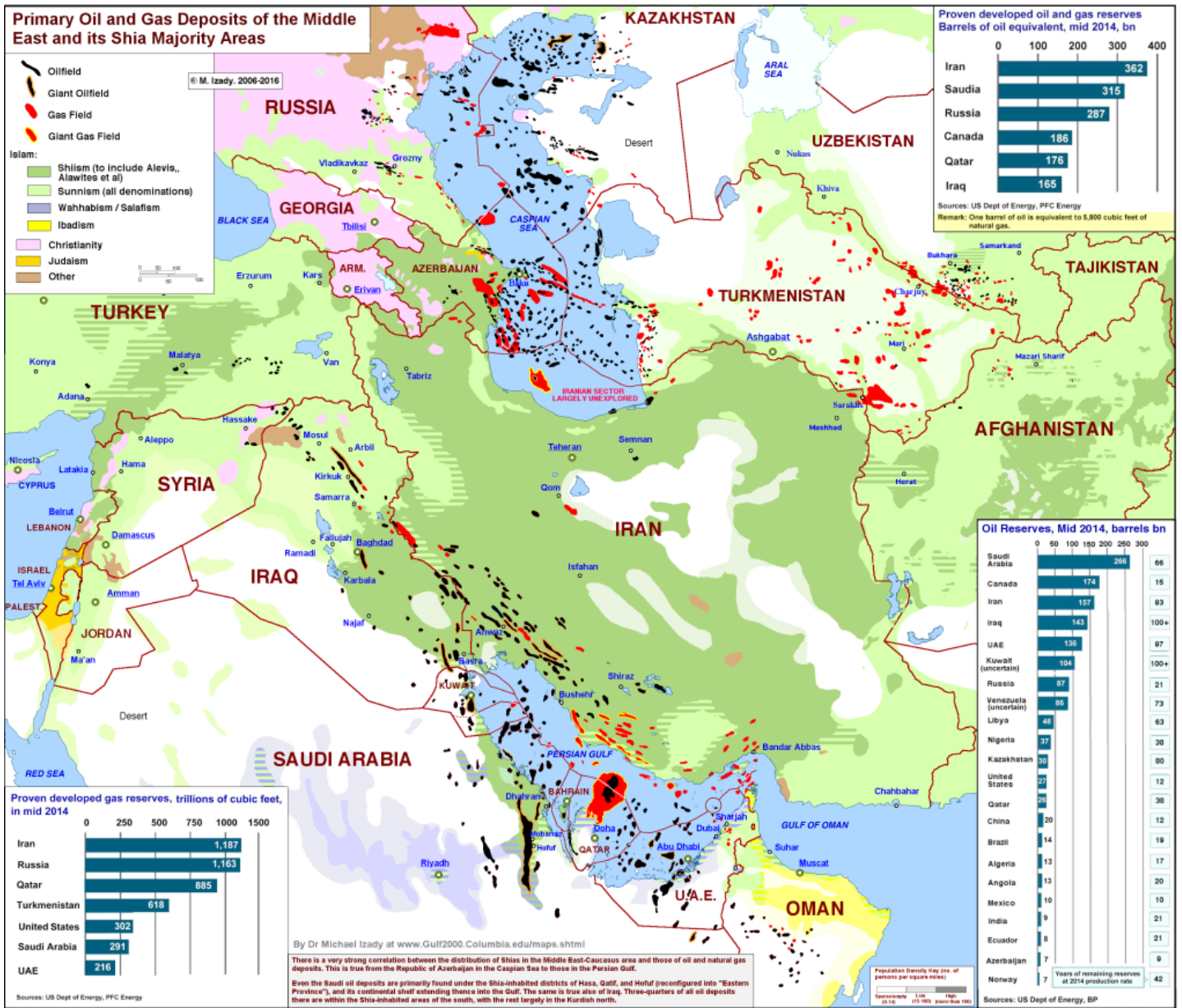
En ce sens, l'invitation reçue par la République islamique le 30 octobre dernier à participer à la conférence de Vienne visant à trouver une solution à la guerre en Syrie, est une victoire diplomatique majeure (lire [ici](#)).

4. Ce que veulent les Saoudiens

Les Saoudiens sont la puissance dominante de la région. Gardiens des lieux saints de la Mecque et de Médine, l'alliance qu'ils ont passée avec les Etats-Unis en 1945 lors du Pacte du Quincy (lire [ici](#)) leur assure la protection des américains en échange d'un accès garanti au pétrole saoudien, ce qui asseoit leur suprématie régionale.

Les Saoudiens souhaitent essentiellement maintenir un statu quo dans la région et ne pas voir leur domination remise en cause. Ils voient ainsi d'un très mauvais œil l'accord passé par les américains avec les iraniens à propos du nucléaire de ce pays, qui remet leur adversaire de toujours dans le jeu diplomatique.

Principales zones chiites et réserves pétrolières (encadré en rouge, la région saoudienne où se situe la minorité chiite) Source : Columbia University



La crainte majeure du Royaume est de voir la volonté de développement iranienne déstabiliser le pays. C'est sans doute la raison qui les a poussés à intervenir au Yémen où la minorité chiite, soutenue par Téhéran, s'est soulevée contre le pouvoir en place. Même si la raison officielle était la protection du golfe d'Aden et du détroit de Bab El Mandeb au bord desquels est situé le pays et qui sont l'une des principales voies de circulation du pétrole. La crainte de se retrouver encerclés par des forces chiites – au Yémen au sud et en Irak au nord – les a forcés à agir. Le risque que voient les saoudiens est que leur population chiite minoritaire, située dans la région nord-est, où se trouve l'essentiel des réserves pétrolières, veuille faire sécession pour rejoindre le « croissant chiite ».

Mais la crainte vient aussi de l'intérieur, avec la peur de voir les sunnites de AQPA (Al Qaeda dans la Péninsule Arabique) poursuivre l'action lancée il y a dix ans dans le pays et visant à inspirer une rébellion sunnite contre le pouvoir en place. La signature de l'accord sur le nucléaire iranien a fait craindre aux autorités saoudiennes que les extrémistes du pays sentent celui-ci moins protégé par l'allié américain et les pousse à agir. Et même si l'essentiel des attentats perpétrés dans le pays ces derniers mois ont touché des cibles chiites, la condamnation par l'Etat Islamique (EI) du gouvernement en place l'a aussi amené à frapper la police et des sunnites (lire [ici](#)).

C'est l'ensemble de ces craintes qui aurait amené le Royaume à une « vague » de décapitations récemment, afin de rappeler à chacun dans le pays le risque encouru par les déstabilisateurs. Plusieurs dizaines de

sunnites affiliés à l'EI ont été tués, réaffirmant la fermeté du gouvernement face aux extrémistes, en même temps que plusieurs chiites (dont le chef religieux al-Nimr, ce qui a déclenché la colère de l'Iran), pour rassurer la population quant à son soutien inconditionnel à la doctrine sunnite. Mais cela a déclenché la colère de l'Iran, l'ambassade saoudienne à Téhéran étant attaquée à coups de cocktails molotovs. Au-delà de la condamnation internationale que cela a générée, ce renouveau de tension complique les négociations en cours pour trouver une solution au conflit syrien.

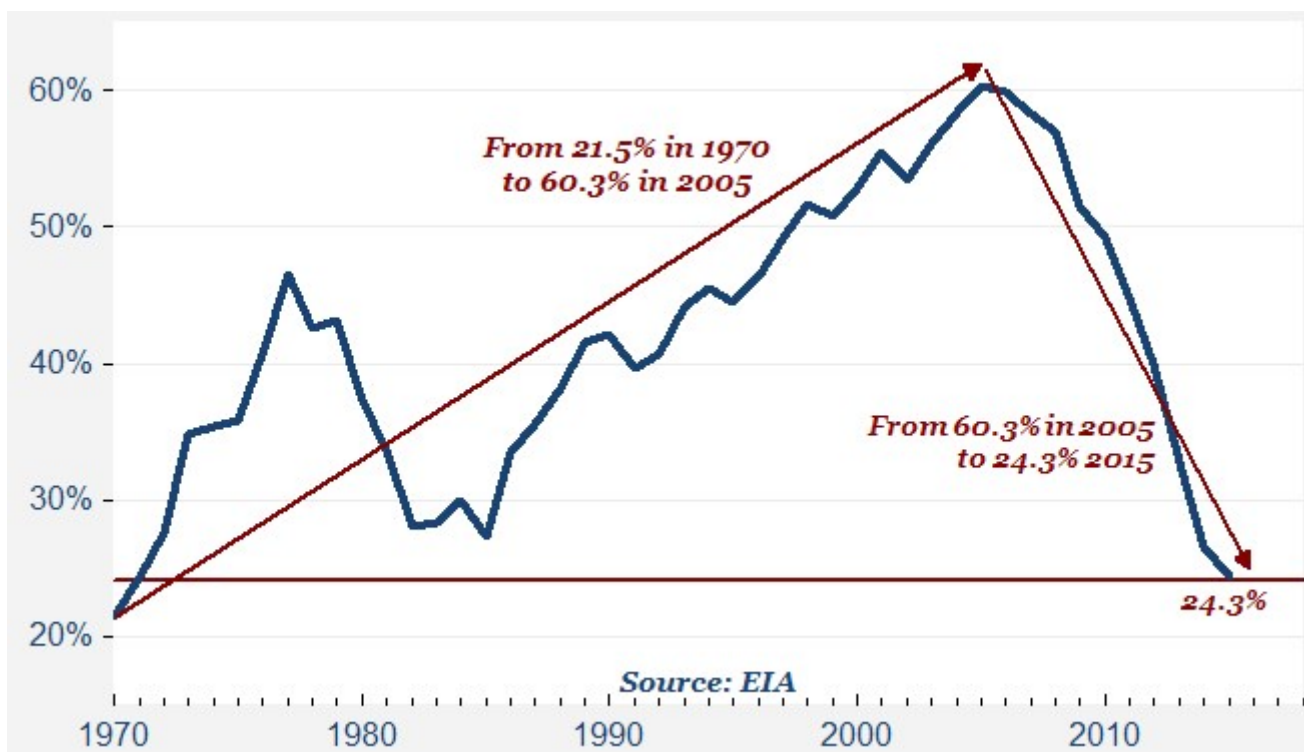
Pour aller plus loin : [lien](#)

5. Ce que veulent les Américains... et les Anglais.

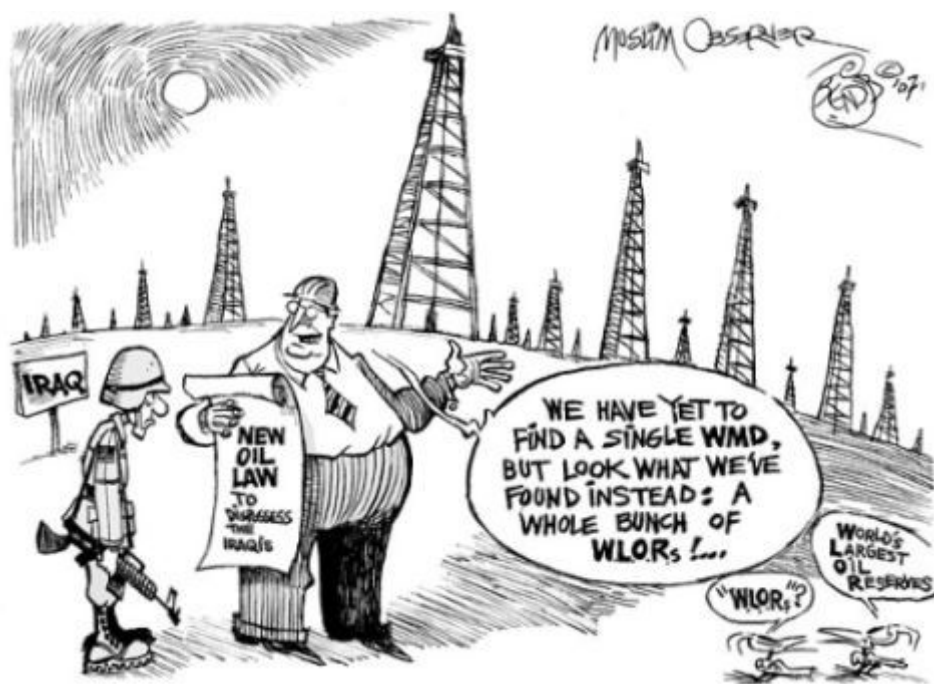
Pour bien comprendre les aspirations de l'administration américaine au Moyen Orient, un graphique suffit : celui de la consommation américaine de pétrole, en fonction de sa provenance. Malgré la forte augmentation de sa production ces 5 dernières années, les Etats-Unis sont toujours largement dépendants de leurs importations pétrolières pour leur approvisionnement énergétique. Même en net, les USA dépendent toujours du pétrole importé pour près de 25% de leur consommation.

Part de la consommation de pétrole importée aux USA

(Source : EIA)



A la suite des attentats du 11 septembre, les américains ont ainsi usé du prétexte d'un soi-disant « axe du Mal » entre Saddam Hussein en Irak et Oussama Ben Laden en Afghanistan, pour justifier d'une intervention dans ces deux pays. Le spectre d'un stock d'armes de destruction massive a même été agité devant les représentants de l'ONU par le général Colin Powell, qui avouera ensuite le considérer comme « une tache » dans sa carrière (lire [ici](#)). Si l'administration Bush n'a jamais reconnu le rôle joué par le pétrole dans ses plans militaires, Paul Wolfowitz, ancien secrétaire adjoint à la défense a tout de même déclaré : « La plus grosse différence entre la Corée du Nord et l'Irak (...) : l'Irak nage dans le pétrole ! ». Tandis qu'Alan Greenspan, alors gouverneur de la réserve fédérale américaine a indiqué être « attristé qu'il soit politiquement inconvenant de reconnaître ce que tout le monde sait : la guerre d'Irak est largement une histoire de pétrole ».



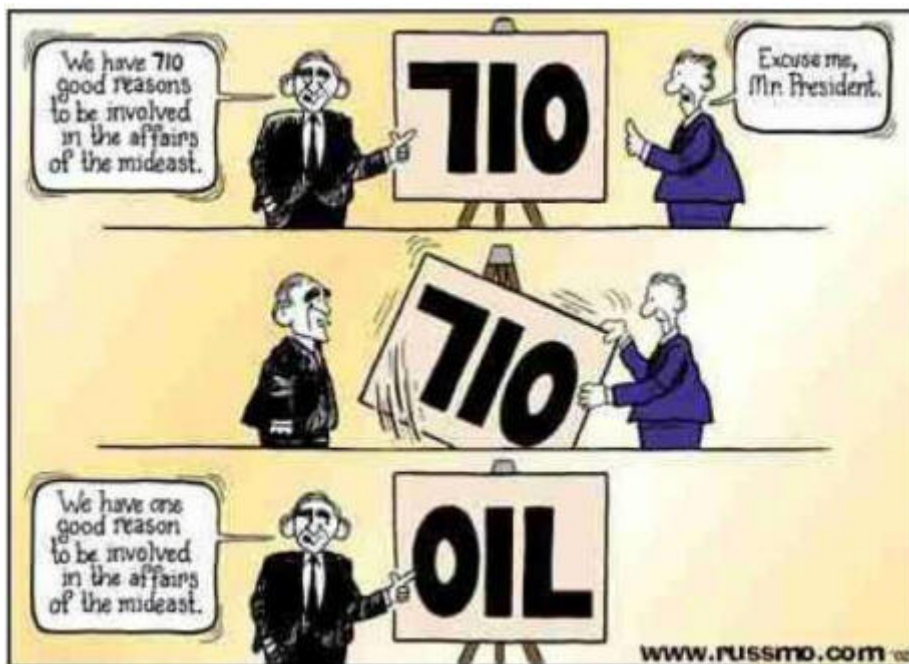
Les anglais sont dans le même état d'esprit, et des documents rendus publics en 2011 révèlent que les autorités britanniques et BP étaient « prêts à tout » pour accéder au pétrole irakien (lire [ici](#)).

Devant l'absence de découverte d'armes de destruction massive, il devient de plus en plus difficile pour le gouvernement de justifier un maintien des troupes au sol en Irak. Les sunnites fidèles à Saddam Hussein ainsi que ceux constituant les rangs des djihadistes d'Al Qaïda en Irak s'opposent violemment à la coalition emmenée par les USA, et créent en 2006 l'Etat Islamique d'Irak. C'est la naissance du désormais tristement célèbre Etat Islamique.

Le conflit dégénère ensuite en conflit confessionnel entre sunnite et chiite, qui se termine par la prise de pouvoir par les chiites sous le commandement de Nouri al Maliki qui forme un gouvernement.

Les Etats-Unis en profitent pour se retirer à compter de 2009, alors que la situation n'est absolument pas stabilisée. En plus des velléités de l'Etat Islamique qui se développe en profitant du mécontentement généré par le sectarisme de l'état chiite vis-à-vis des sunnites, les Kurdes situés au nord de l'Irak ont établi un gouvernement régional du Kurdistan autonome en 2005 et rêvent de créer leur propre état (voir la partie 2).

Ce qu'il faut retenir : Sous couvert de motifs humanitaires, les Etats-Unis et l'Angleterre sont venus en Irak et au Moyen-Orient défendre leurs intérêts économiques. Ils en sont repartis après un cuisant échec, laissant une situation à bien des égards aussi mauvaise que celle qu'ils avaient trouvée. Leur intervention a en outre cristallisé la haine des « impérialistes colonialistes » qui a mené à la création de l'Etat Islamique. En résumé, la politique américaine au Moyen Orient peut se résumer en un dessin :



6. Ce que veulent les Russes... et les Européens : la guerre de Syrie.

Les Russes ont une attitude très claire dans la région : elle consiste à défendre leurs intérêts. Cela explique pourquoi Vladimir Poutine est resté à l'écart du conflit irakien, alors qu'il s'est immédiatement impliqué dans le conflit syrien.

Là encore, il faut remonter au-delà des causes officielles du conflit, à savoir déposer un gouvernement dictatorial qui oppresse son peuple et le martyrise. En réalité, en Syrie aussi, ce sont les ressources énergétiques qui sont au centre des raisons du conflit. Plus précisément, le gaz du champ géant de South Pars, plus grand champ de gaz au monde, situé au milieu du Golfe Persique, et dont les droits d'exploitation sont répartis entre le Qatar et l'Iran. Ces deux pays exploitent donc ce champ chacun de leur côté et cherchent un moyen d'exporter leur gaz sur le marché international.

Et c'est là que la Syrie joue un rôle central. Car pour rejoindre le marché international du gaz, l'Iran et le Qatar ont tous deux un projet de pipeline qui passe, à un moment donné, par le territoire syrien, mais avec des ambitions stratégiques totalement différentes. Le pipeline qatari prévoit ainsi de se connecter au projet de gazoduc Nabucco, ouvrage pensé par les européens pour alimenter leur marché en énergie en s'affranchissant du gaz... russe.

De son côté, la Russie envisage plutôt un projet de pipeline partant de Syrie pour se raccorder au gazoduc South Stream, projet de pipeline russe.

Bachar Al Assad, après avoir dit oui au Qatar en échange d'un accord de défense de ce dernier, finit par dire non pour protéger les intérêts de ses alliés historiques russes et iraniens. Le Qatar, furieux de ce revirement, décide de financer les rebelles syriens afin de faire tomber le régime (lire [ici](#)). Les américains et l'Europe viennent eux aussi en aide à ces rebelles sunnites dits modérés.

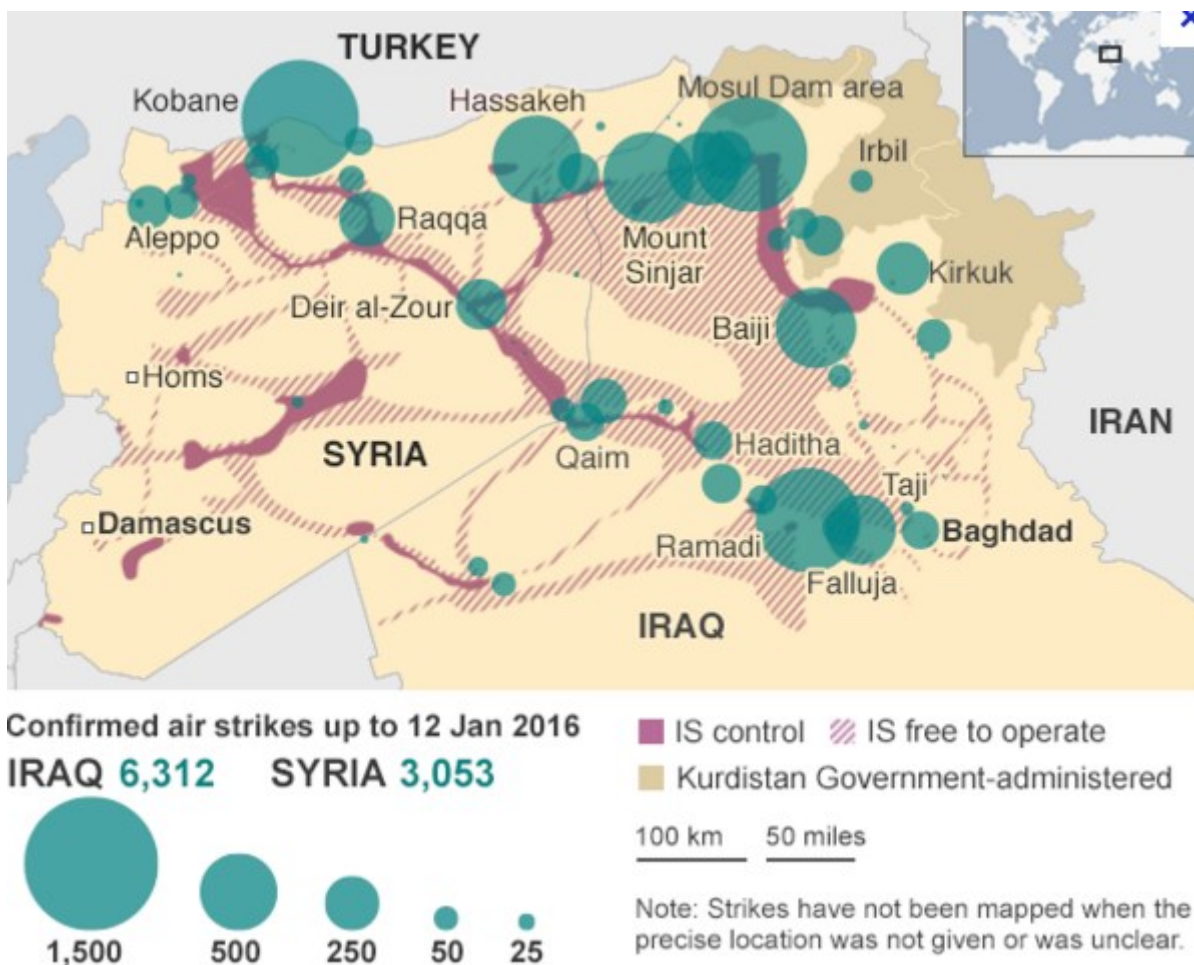
De leur côté, les Russes décident de soutenir leur allié au pouvoir. Lorsque la situation dégénère et qu'une partie des rebelles financés rejoint les rangs de l'Etat Islamique, retournant contre les occidentaux leurs propres armes, la situation devient difficile pour les américains et les européens. C'est ce qui vaudra à l'Iran et à la Russie d'être parties prenantes dans les négociations de Vienne déjà évoquées plus haut, aucune solution ne pouvant émerger sans un accord des deux parties opposées, alors que le revers subi par les gouvernements occidentaux leur impose de trouver une solution.

Pour aller plus loin: [3 minutes pour comprendre, Syrie : le gaz dans la bataille, journal La Vie.](#)

7. Ce que veut Daesh, l'Etat Islamique en Irak et au Levant.

L'Etat Islamique (aussi appelé Daesh) est une organisation sunnite qui naît pendant le conflit irakien, et se développe dans ce pays puis en Syrie après le début de la guerre civile dans ce pays en 2011. Le but de l'organisation est de reconstituer le califat des Abbassides, véritable Etat indépendant de l'influence des anciennes nations colonisatrices et des Etats-Unis, régi par les règles les plus strictes de l'Islam, et qui s'étendrait de l'Afrique du Nord à l'Asie centrale. Le chef de l'organisation est Abou Bakr al Baghdadi qui s'est auto-proclamé calife en juin 2014. L'EI est un mouvement sunnite salafiste, particulièrement hostile aux chiïtes, ce qui explique que l'Iran soit aujourd'hui en première ligne pour le combattre.

Territoires sous contrôle de l'Etat Islamique, janvier 2016 (Source : BBC)



Contrôlant une partie des ressources pétrolières du nord de l'Irak et en Syrie, et des territoires agricoles, l'EI dispose aujourd'hui de ressources financières importantes. Elles sont estimées à plusieurs millions de dollars par jour (lire [ici](#)). L'organisation mène une stratégie de la terreur, recourant à des enlèvements et à des exécutions dans les pays où elle est présente (lire [ici](#)), et à l'étranger avec des attentats revendiqués en Europe, aux USA, en Indonésie, au Moyen Orient, etc... Le problème est que l'armée compte dans ses rangs d'anciennes forces irakiennes bien formées, et des soldats prêts à mourir pour leur cause et extrêmement bien armés. L'Alliance occidentale, désormais alliée aux russes et aux iraniens, essaye de reprendre le contrôle mais bien tard, les alliés ayant mis du temps à comprendre le danger que représentait l'organisation, beaucoup mieux structurée qu'Al Qaïda et disposant de financements importants. En 2014, Barack Obama lui-même ironisait encore et décrivait l'EI comme un partenaire plus faible d'Al Qaïda. « Si une équipe de basketteurs junior enfile des maillots de NBA, ça ne fait pas d'eux Kobe Bryant », déclarait-il (lire [ici](#)).

8. Où en est-on ?

L'opposition séculaire entre sunnites et chiïtes, matérialisée aujourd'hui par l'opposition Arabie Saoudite / Iran, façonne le paysage et détermine les conflits de la zone moyen orientale. Que ce soit au Yémen, en Syrie, en Irak, si les causes de ces conflits ne sont pas toujours religieuses, on y revient systématiquement d'une façon ou d'une autre dans la définition des lignes de front. Cela complique aujourd'hui notoirement la résolution des conflits en cours, et rend peu probable une solution rapide au problème posé par Daesh.

A cela s'ajoute la baisse récente des cours du pétrole. En mettant les budgets des gouvernements arabes sous pression, ce mouvement est potentiellement annonciateur de nouveaux soulèvements populaires qui signifieraient de nouvelles déstabilisations.

Le pétrole a fait et continuera de faire le bonheur et le malheur de cette zone géographique. Source de revenus ayant permis un développement économique important de cette partie du monde, la dépendance occidentale à l'or noir en fait aussi une zone d'influence stratégique. Certains ont évoqué un possible retrait des américains de la zone avec l'avènement des pétroles de schiste, mais celui-ci reste très improbable. D'abord parce que les USA restent, contrairement à une idée reçue, très dépendants en matière énergétique. Ensuite parce que le Moyen Orient est la zone géographique sur laquelle devra compter le monde pour répondre aux besoins d'énergies fossiles futurs. Ainsi, selon BP, l'OPEP représentera près de la moitié de la croissance de l'offre de pétrole d'ici 2035.

Benjamin LOUVET

Gérant Matières Premières

Mots-clés : [Arabie Saoudite](#), [Benjamin Louvet](#), [EI](#), [Etats-Unis](#), [Europe](#), [Moyen-Orient](#), [Pétrole](#)